

Sommaire de ce numéro:

- La Journée internationale de la femme
- Un Groupe de travail de haut niveau pour lutter contre l'inégalité entre les sexes
- L'UNESCO à la tête d'une initiative historique contre le harcèlement
- Publications récentes
- La Journée mondiale de la lutte contre le SIDA de la FIAEM

La Journée internationale de la femme 2012

Le 8 mars 2012, la Journée internationale de la femme sera célébrée dans le monde entier. Des milliers de manifestations seront organisées pour marquer les réussites politiques, économiques et sociales des femmes, ainsi que pour mettre l'accent sur les besoins persistants. Les manifestations organisées à cette occasion par l'UNESCO auront pour thème « Autonomisation des femmes rurales pour éradiquer la faim et la pauvreté ». L'inégalité entre les sexes est à la fois une des causes principales ainsi que la conséquence de la faim et de la pauvreté, et l'IFPRI estime que 60 % des personnes souffrant chroniquement de la faim sont des femmes et des filles. Dans de nombreux pays en développement, les femmes et les filles sont les principaux producteurs, transformateurs et négociants de denrées alimentaires. Améliorer le potentiel productif des femmes et des filles dans le domaine de l'agriculture leur permettrait de jouer un rôle essentiel dans la lutte contre la faim.



l'ONU à New York, l'UNESCO a organisé une manifestation parallèle intitulée « Femmes et filles en milieu rural : l'éducation au service de l'autonomisation ». Les débats ont mis l'accent sur la nécessité d'améliorer l'accès à l'éducation ainsi que les résultats de celle-ci chez les femmes et les filles vivant en milieu rural, à la fois comme droit humain fondamental et comme condition essentielle du développement durable. Pour en savoir plus sur l'action de l'UNESCO en faveur des femmes rurales, cliquer [ici](#).

Dans le cadre de la Journée internationale de la femme, l'UNESCO a récemment publié un [Atlas mondial de l'égalité des genres dans l'éducation](#), qui fait le point, à travers des données ventilées par sexe, sur l'accès des femmes et des filles à l'éducation formelle. Cet atlas permet aux lecteurs de visualiser les parcours éducatifs des garçons et des filles en termes d'accès, de participation et de progression, depuis l'enseignement primaire jusqu'à l'enseignement supérieur. Pour en savoir plus, cliquer [ici](#).

Lors de la 56^e session de la Commission de la condition de la femme, tenue au Siège de

Un Groupe de travail de haut niveau pour lutter contre l'inégalité entre les sexes

Un nouveau **Groupe de travail africain de haut niveau sur les femmes, les filles, l'égalité entre les sexes et le VIH**, officiellement créé à l'occasion de la 16^e Conférence internationale sur le SIDA et les infections sexuellement transmissibles en Afrique (ICASA), a été chargé de plaider en faveur de mesures renforcées dans des domaines où la région accuse un certain retard, à savoir les femmes, les filles, l'égalité entre les sexes et le VIH. Le Groupe de travail se compose de hauts fonctionnaires gouvernementaux et de membres d'organisations de la société civile représentant trois communautés économiques régionales africaines (SADC, COMESA et CAE), de plusieurs hautes personnalités et des quatre directeurs régionaux d'ONUSIDA, de l'UNFPA, d'ONU-Femmes et de l'UNICEF. Il a pour objectif de mener des activités de plaidoyer politique de haut niveau en faveur d'actions accélérées au niveau des pays et de surveiller le respect d'engagements clés dans la région, notamment la mise en œuvre du projet de déclaration de Windhoek (<http://unaidspcbngo.org/wp-content/uploads/2011/05/Windhoek-Draft-Declaration-FINAL-DRAFT-13th-April.pdf>). En 2011-2012, le Groupe de travail mettra l'accent sur les six pays prioritaires suivants : Ouganda, Afrique du Sud, Angola, Mozambique, Éthiopie et Swaziland.

L'UNESCO à la tête d'une initiative historique contre le harcèlement

L'UNESCO a organisé la toute première consultation internationale des Nations Unies sur le harcèlement à l'encontre des étudiant(e)s lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et inter-sexes (LGBTI) dans les établissements éducatifs. Cet événement historique, tenu au Brésil du 5 au 11 décembre 2011, a réuni des experts d'organismes des Nations Unies, d'ONG et de ministères de l'éducation ainsi que des chercheurs de plus de 25 pays du monde entier.

Chaque jour, partout dans le monde, des élèves se voient régulièrement privés de leur droit humain fondamental et universel à l'éducation du fait de la discrimination et de la violence dont ils sont victimes à l'école en raison de leur orientation sexuelle ou de leur expression ou identité de genre, réelle ou supposée. Cette consultation

a été organisée pour étudier les moyens de garantir à tous une éducation de qualité. Les experts ont employé une approche globale de la question, examinant les liens entre harcèlement homophobe, objectifs de développement et droits de l'homme. Les participants ont adopté une [déclaration](#) appelant les gouvernements à faire cesser la prévalence inacceptable et dévastatrice du harcèlement à l'encontre des LGBTI dans les établissements et centres éducatifs à travers le monde.

Des exemples de politiques et de pratiques efficaces venant du monde entier seront publiés par l'UNESCO en mai 2012 afin de diffuser et de développer les résultats de cette consultation. Il s'agit de la première étape d'un processus en cours, par lequel l'UNESCO, en partenariat avec d'autres, s'efforce de garantir des environnements d'apprentissage sûrs et inclusifs pour tous.



© Lydia Malmédie

Directives d'ONUSIDA concernant les partenariats avec la société civile

La publication d'ONUSIDA intitulée « *UNAIDS guidance for partnerships with civil society, including people living with HIV and key populations* » (Directives d'ONUSIDA concernant les partenariats avec la société civile, y compris les personnes vivant avec le VIH et les populations clés) fournit des orientations sur la façon dont le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), ses coparrains et son Secrétariat (agissant aux niveaux national, régional et mondial) devraient renforcer et concrétiser un travail de partenariat sérieux et respectueux avec la société civile. Elle devrait permettre aux Nations Unies d'atteindre leurs objectifs et leurs engagements d'élimination convenus dans la Déclaration politique de 2011 sur le VIH et le SIDA.



Publications récentes

Étude des politiques et stratégies visant à mettre en œuvre et à développer l'éducation sexuelle en Asie et dans le Pacifique

L'éducation sexuelle apporte aux jeunes des informations et des compétences essentielles pour leur santé sexuelle et procréative. Cette étude analyse les cadres mis en place dans la région Asie-Pacifique pour la mise en œuvre et le développement de l'éducation sexuelle. Elle comprend l'examen systématique de plus de 300 politiques, législations et plans stratégiques nationaux sur le VIH, l'éducation, la population et la santé procréative, et les jeunes de 28 pays d'Asie et du Pacifique.

L'étude indique que de fortes disparités perdurent au sein de la région en matière de cadres politiques et juridiques. Parmi tous les types de documents directeurs analysés, les législations et les politiques relatives à l'éducation étaient les moins susceptibles de contenir des éléments d'éducation sexuelle. Les stratégies et plans nationaux sur le VIH et la santé procréative abordent plus régulièrement le rôle de l'éducation sexuelle. Toutefois, des activités fondamentales telles que la recherche, le suivi et l'évaluation, ainsi que la participation des jeunes, sont sous-représentées. L'étude fait état d'importants progrès accomplis dans l'élaboration et l'exécution de programmes d'études, mais cela concerne principalement l'enseignement secondaire, et de fortes disparités persistent dans la formation des enseignants. L'étude se conclut par des recommandations propres à renforcer les cadres politiques et juridiques dans la région, afin de mieux préparer la jeunesse à vivre une sexualité saine.



Accès universel et droits de l'homme

Le Bureau de l'UNESCO à Jakarta vient de publier un recueil de poésie intitulé « Accès universel et droits de l'homme ». Ce recueil rassemble 100 poèmes écrits dans la langue nationale, le *bahasa Indonesia*, par les élèves et les jeunes ayant participé au concours de poésie et d'écriture parrainé par l'UNESCO, en collaboration avec la Commission nationale indonésienne pour l'UNESCO. Plus de 700 jeunes ont été invités à participer à ce concours. L'événement était organisé pour célébrer la Journée mondiale de la lutte contre le SIDA en décembre 2010, afin de sensibiliser la jeunesse et d'encourager sa participation active à la prévention du VIH à l'appui de programmes d'éducation par les pairs. Ce concours constitue l'une des nombreuses approches adoptées par l'UNESCO et ses partenaires en vue d'inciter la jeunesse à acquérir les connaissances utiles sur le VIH et le SIDA.



La Journée mondiale de la lutte contre le SIDA de la FIAEM

La Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine (FIAEM), qui représentent plus de 1,2 million d'étudiants en médecine de 99 pays à travers le monde, est un réseau actif de jeunes gens qui agissent au sein de leurs communautés pour contribuer à assurer la santé mondiale. Pour célébrer la Journée mondiale de la lutte contre le SIDA, des étudiants en médecine du monde entier se sont réunis aux niveaux local, national et international et ont organisé des conférences, des cours, des stages de formation à l'éducation par les pairs, des rassemblements éclairés, des fêtes et des concerts, de façon à sensibiliser au VIH et au SIDA et à faire mieux connaître cette question, autour du thème connu « Objectif : zéro ! ». Toujours à cette occasion, la FIAEM a produit une [vidéo](#) et des affiches sur la Journée mondiale de la lutte contre le SIDA 2011, dans lesquelles des étudiants en médecine de 27 pays représentent le nombre annuel de nouvelles infections au VIH dans leur pays.



L'UNESCO à l'ICASA

Addis-Abeba – L'élimination de la transmission de la mère à l'enfant, le traitement comme méthode préventive, et la crise financière mondiale ont figuré parmi les grands thèmes abordés lors de la Conférence internationale sur le SIDA et les IST en Afrique (ICASA), qui s'est tenue en décembre dans la capitale éthiopienne. Avec plus de 12 000 participants, cette rencontre a constitué un rassemblement majeur de chercheurs, de militants de professionnalisme de la santé, de décideurs, d'exécutants et de dirigeants engagés dans la lutte contre le VIH en Afrique. L'UNESCO, représentée par des membres du personnel du Lesotho, du Zimbabwe, d'Éthiopie, d'Afrique du Sud et de France, y a présenté une série d'exposés (oralement et à travers des affiches) et organisé des ateliers de renforcement des compétences mettant particulièrement l'accent sur l'éducation sexuelle et les jeunes. Plus d'une centaine de personnes ont participé à l'un d'entre eux, intitulé « *Let's Talk About Sex, Relationships and HIV: School-Based Sexuality Education for Young People* » (Parlons sexualité, relations interpersonnelles et VIH : éducation sexuelle en milieu scolaire pour les jeunes), durant lequel des séances en petits groupes ont permis aux participants d'examiner les thèmes qu'un programme d'études devrait nécessairement comporter pour aider les jeunes à prendre de bonnes décisions pour leur santé, et de débattre de l'âge à partir duquel ces thèmes devaient être enseignés. « Certains messages et recommandations de plaidoyer formulés au cours de la séance ont notamment préconisé ce qui suit : recueillir davantage d'éléments de preuve concernant les bienfaits d'une éducation sexuelle complète et diffuser largement ces informations parmi les principales parties prenantes, en soulignant les éléments clés qui font progresser l'action de sensibilisation ; éviter de projeter une sexualité adulte sur celle des enfants et des adolescents, les

deux sexualités étant différentes ; instaurer, lorsque cela est possible, des programmes d'éducation parentale sur le VIH et le SIDA pour permettre aux parents d'être mieux informés et, partant, de coopérer avec le secteur éducatif et de contribuer à faire circuler l'information relative aux questions de sexualité » (Lucas Halimani, NPO au Zimbabwe).

L'éducation sexuelle, présentée par un certain nombre d'orateurs principaux comme une action cruciale pour les jeunes, a suscité une forte adhésion lors de la cérémonie d'ouverture, à l'occasion d'un discours prononcé par une femme vivant avec le VIH. « L'importance de l'éducation sexuelle est de plus en plus reconnue comme une dimension essentielle des efforts de prévention plus vastes déployés en faveur des jeunes, tout comme, en particulier, le rôle joué par l'UNESCO dans ce processus », a affirmé Joanna Herat, spécialiste du programme concernant le VIH. « Cependant, la très faible représentation des jeunes et des personnes vivant avec le VIH à la Conférence a été une déception. » Lethola Mafisa (NPO au Lesotho) a ajouté : « J'ai été particulièrement intéressé par les discussions concernant le financement durable de la lutte contre le VIH et le SIDA dans le contexte d'amenuisement des ressources, et les possibilités en matière de mobilisation de ressources locales m'ont fait penser à la façon dont nous pourrions appliquer cela au Lesotho, notamment dans le secteur de l'éducation. » L'éducation sexuelle est abordée la question de la hiérarchisation des actions, afin d'éviter de faire tout et n'importe quoi ».

Le thème général de la Conférence, à savoir « appropriation, renforcement et pérennisation », fait écho aux objectifs de l'UNESCO concernant le renforcement et l'amplification des ripostes au VIH dans le secteur de l'éducation.

Questions ou commentaires : aids@unesco.org

Pour vous désabonner, veuillez consulter la page www.unesco.org/aids